

L'Union européenne menace les Big Data des géants américains

La responsable de l'antitrust européen, Margrethe Vestager (en photo), estime que les pratiques des grands acteurs américains, comme Google ou Facebook, en matière de collecte et d'analyse de données pourraient violer les lois de l'Union. « *Si un petit nombre d'entreprises contrôle les données dont vous avez besoin pour réduire les coûts, alors vous leur conférez le pouvoir d'exclure du marché d'autres acteurs* », a-t-elle expliqué lors d'une conférence devant des dirigeants du numérique et des politiques. « *En tant que consommateurs, nous devons être traités de façon juste* », a-t-elle ajouté.

Safe Harbor 2 : ça patine

Ce coup de pression intervient à quelques jours de la date butoir (le 31 janvier) pour trouver un nouvel accord de transfert de données entre Europe et États-Unis après l'invalidation du Safe Harbor. Rappelons que la Cour de justice européenne avait annulé ce dernier, estimant que les droits des citoyens européens étaient insuffisamment garantis quand leurs données traversent l'Atlantique.

Sur ce sujet, les négociations entre la Commission européennes et le département américain du Commerce sur un [Safe Harbor 2](#) se poursuivent, même si les experts estiment qu'un accord ne pourra pas être trouvé dans les délais impartis. En parallèle, l'Union avance sur un texte instaurant une vraie Europe de la donnée, les entreprises devant pour l'instant composer avec de multiples législations nationales.

A la tête de l'antitrust de Bruxelles, Margrethe Vestager, une politicienne danoise de 47 ans, mène la charge contre l'industrie IT américaine. Elle est à l'origine de la plainte contre Google en avril dernier, Mountain View étant accusé d'utiliser sa domination dans la recherche pour imposer ses autres services. Elle a aussi lancé des enquêtes sur les pratiques fiscales d'Apple en Irlande ou encore sur les pratiques concurrentielles dans le e-commerce, secteur où Amazon est ultra-dominant. Dimanche, Margrethe Vestager a démenti toute volonté de l'exécutif de Bruxelles de cibler les entreprises technologiques américaines, pour favoriser le développement de concurrents sur le Vieux Continent. Un soupçon que n'hésitent plus à relayer certains officiels outre-Atlantique.

A lire aussi :

[8 milliards d'euros d'arriérés d'impôt en Europe pour Apple ?](#)

[Enfin un premier pas vers une Europe de la donnée](#)

Crédit Photo : Commission européenne